

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 5 septembre 2022

Contre l'inflation : la lutte à tout prix !

Le gouvernement et une certaine presse se félicitent de ce que les salaires auraient augmenté : + 3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5 % pour les fonctionnaires, + 4 % pour les pensions et prestations sociales. Sauf qu'avec une inflation qui atteint déjà 6,1 % sur un an, il s'agit plutôt d'une sacrée baisse !

Après l'électricité, le gaz, l'essence, puis l'alimentaire, la hausse des prix gagne maintenant tous les produits. Cet été, les tarifs des hôtels ont ainsi augmenté de 17 % et ceux des centres de vacances de 14 %. Avec la rentrée, c'est au tour du matériel scolaire, avec + 18 % sur les cahiers et + 20 % sur les feuilles.

Les prix augmentent, les dividendes aussi

Le gouvernement et les économistes en vue laissent entendre que les salaires seraient responsables de l'inflation. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, fait la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer : « *tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire* ». Mais les prix n'ont pas attendu les salaires pour décoller !

Avec ces hausses de prix, le patronat bat des records de profits. Stellantis (résultat de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler) a ainsi réalisé 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2022, en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé du fait de la pénurie de composants électroniques. Chez Arkema, premier groupe chimique français, les bénéfices ont carrément bondi de 58 % au premier semestre 2022 ! Aux États-Unis, l'Economic Policy Institute estime que 54 % de la hausse des prix entre fin 2020 et fin 2021 est venue alimenter les profits. La « *fin de l'abondance et de l'insouciance* » dont Macron nous menace n'est pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés à leurs actionnaires, en France et dans le monde.

Centimes pour les uns, milliards pour les autres

Face à l'appauvrissement du monde du travail, le gouvernement se contente de mesurées, dont il espère surtout qu'elles désamorceront les grèves, isolées mais nombreuses. Le gouvernement voudrait

nous calmer avec un chèque énergie, un prétendu bouclier tarifaire sur le gaz et électricité, une subvention de 18 et désormais 30 centimes sur les carburants. Il ajoute un chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant pour les bénéficiaires de minima sociaux. Même pas de quoi remplir un caddie aux prix actuels ! Et ces mesures ne coûtent pas un centime à un patronat qui s'engraisse de façon indécente, au point que Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, annonce qu'il « *fera les comptes en fin d'année [pour voir] ce que les grandes entreprises [auront] mis sur la table pour protéger nos compatriotes contre l'inflation* ». Blabla, car il annonce de nouvelles baisses d'impôt sur les entreprises : autant de ces milliards qui finissent en dividendes.

L'urgence est à la hausse des salaires

C'est la pénurie de conducteurs de bus, de personnel soignant, de profs et d'autres, qui s'explique par la faiblesse des salaires pour des conditions de travail insoutenables. Mais pour les patrons et l'État, tant que les profits rentrent, pourquoi embaucher ? Ils vont se réveiller quand notre colère et nos réactions collectives vont sonner la fin de ces paies minables et de ces charges de travail alourdies !

Il nous faut des hausses de salaire et une vie digne, et c'est à nous tous, le monde du travail, de les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers, éboueurs et d'autres). Et ces luttes continuent en ce mois de septembre.

En France, des directions syndicales appellent à la mobilisation dans la santé le 22 septembre et dans tous les secteurs le 29 septembre. Ce premier avertissement doit être massif, mais surtout, discutons entre nous et organisons-nous pour frapper tous ensemble le plus fort possible.

Une prime pour mieux bloquer les salaires ?

Le gouvernement permet aux patrons d'accorder une prime exceptionnelle aux salariés. Cette prime arrachée par la lutte des Gilets jaunes permettrait de faire face à l'inflation mais seulement un tout petit moment. Si PSA nous l'accorde, ce sera un de ses tours pour ne pas augmenter nos salaires. Les patrons ne paieront pas d'impôts sur cette prime : encore un cadeau quand il y aurait besoin d'investir dans les services publics, écoles et hôpitaux.

Les prix augmentent tous les mois, ce dont on a besoin c'est d'avoir une vraie augmentation de salaires, qu'on est sûrs d'avoir tous les mois. Avec 8 milliards de profits record en 6 mois, PSA a les moyens d'augmenter nos salaires de 400 €, pas un seul salaire ne doit être sous les 2 000 €.

Elle gâche nos week-ends pour rien

La direction nous fait travailler les samedis et les dimanches, alors que les retards des camions et les manques de pièces provoquent des heures d'arrêts en semaine, parfois même le samedi matin et dimanche soir. Et on a le numéro vert.

Qu'elle se débrouille avec sa production et son approvisionnement du lundi au vendredi. Le week-end, on veut le passer chez nous.

Toute une aventure pour arriver à l'usine

Pour amener les salariés à l'usine, les annulations de bus Île-de-France se multiplient sur plusieurs lignes. On arrive très en retard, et c'est la faute de la direction qui n'a pas voulu garder ses propres lignes de bus. Elle a les moyens pourtant.

PSA Vélizy : un déménagement à un rythme infernal

Fin juillet dernier, la direction a évoqué le déplacement des salariés du site de Vélizy. 2 800 personnes déménageront à partir de janvier 2023 vers le Pôle Tertiaire de Poissy. En attendant de rejoindre un nouveau bâtiment (Campus) sur l'ancien terrain de l'Emboutissage de l'usine de Poissy en 2024. Des vagues de 200 à 300 salariés sont prévues tous les 2 ou 3 jours, pour finir en un mois et demi environ !

3 jours seulement pour s'adapter aux transports et aux nouveaux locaux, tout ça pour accélérer la vente des terrains et sa spéculation immobilière.

Face aux pénuries, Stellantis se paye sur la bête

Fin août, la pénurie de semi-conducteurs a encore mis à l'arrêt les usines de PSA Sochaux et d'Opel à Saragosse et de Fiat à Milan... La direction a décidé de se payer sur les salariés à coups de chômage partiel et de formations bidon. Les pénuries (de toutes sortes) font baisser les ventes ? Stellantis se paye sur les consommateurs à coups de hausse des prix : pour le premier semestre, Stellantis publie une baisse des immatriculations de 12 % mais malgré tout une hausse de son chiffre d'affaires de... 12 %.

Harcèlement moral : PSA condamné

PSA a été condamné par la justice à verser 92 000 € à un ancien salarié de PSA Tremery. Ce technicien logistique, en revenant d'une mission, s'était retrouvé sans poste malgré les promesses de la direction. Il raconte : « quand je suis arrivé à Tremery, on m'a mis dans un placard. On m'a dit qu'il n'y avait rien pour moi. On ne voulait pas de quelqu'un en plus ici ». PSA a voulu le mettre à la porte, et l'a harcelé régulièrement... Le collègue a tenu bon, la direction l'a donc licencié sans raison.

La justice a reconnu que le licenciement était abusif et que l'employeur avait commis une faute inexcusable. Le jugement était tellement à charge contre les méthodes de voyous de PSA que la direction n'a pas osé faire appel.

Chez Renault l'exploitation va de pire en pire

Renault a détaillé son projet de scission du groupe avec la création d'une filiale (Horse) pour la production des voitures thermiques et d'une autre (Ampère) pour les voitures électriques. D'après la presse, Horse serait possédée en partie par Aramco (un géant pétrolier appartenant surtout à la monarchie saoudienne) et par le groupe chinois Geely (Proton et Lotus).

Le transfert des salariés vers une filiale permet à Renault de renégocier tous les accords passés sur le temps de travail, les salaires, les congés... Pour ceux qui refuseront les nouvelles conditions, c'est la porte.

Côté Horse, avec le déclin annoncé de la voiture thermique, ce sont les emplois de milliers de travailleurs des sites européens et sud-américains qui sont menacés. Et Renault a déjà trouvé les sous-traitants pour supprimer des postes et fermer des usines...

Aux Pays-Bas aussi, les cheminots en grève

Après le Royaume-Uni, c'est aux Pays-Bas, où l'inflation devrait atteindre 10 % cette année, que le transport ferroviaire était paralysé ce mardi 30 août. Cette grève était la quatrième, et provisoirement dernière, journée de grève organisée. Mais d'autres pourraient suivre, les négociations étant « au point mort ».

Les cheminots revendiquent des hausses de salaire et des embauches contre le sous-effectif. À croire que les problèmes sont les mêmes partout... et la solution aussi ! En Angleterre, aux Pays-Bas ou en France, ce n'est que par la grève que nous pourrions nous en sortir face à l'inflation et aux offensives patronales !

De l'électricité dans l'air

Les discours du gouvernement et des médias sur le prix de l'énergie visent à nous faire comprendre qu'on devra consommer moins, et payer plus cher !

Pour le gaz ou l'électricité, l'actuelle flambée des prix résulte de la spéculation à laquelle se livrent les producteurs et sociétés de distribution, avec des cours qui fluctuent heure par heure, pour le plus grand profit des actionnaires. Ce n'est pas à nous de la payer.